



## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPER

# DELIBERATION

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai, à dix-huit heures et trente minutes, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de la Commune de Coustouges, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.

La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 16 mai 2025.

### **Etaient présents (25) :**

- Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda : MMES Marie COSTA, Michelle DUNYACH, MM Richard COLL, Frédéric DEPERROIS, Jean-Victor HERETE, Alain LLAURENSY.
- Conseillers d'Arles sur Tech : MM Jean-Marie CORCOY, Jérôme MOLAS, David PLANAS, Jean-Louis VIRGILI, André XIFFRE.
- Conseiller de Corsavy : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- Conseiller de Coustouges : M. Michel ANRIGO.
- Conseiller de La Bastide : M. Daniel BAUX
- Conseiller de Lamanère : -
- Conseiller de Le Tech : M. Guillaume CERVANTES.
- Conseiller de Montbolo : MME Martine PADROSA, suppléante
- Conseiller de Montferrer : M. Jean-Marie GOURGUES.
- Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste : MME Jeanne MAISON, M. Claude FERRER.
- Conseillers de Saint Laurent de Cerdans : MME Marie-Madeleine SAN JUAN et MM Yves BENASSIS, Louis CASEILLES.
- Conseiller de Saint Marsal : M. Guy METIVIER.
- Conseiller de Serralongue : M. Philippe JUANOLA.
- Conseiller de Taulis : MME Martine MAUGUIN.

**Absents excusés (5)** MMES Catherine BARNEDES, Simone BERIO, Gisèle JUANOLE, Jocelyne RIBUIGENT, Magali YOVANOVITH.

**Pouvoirs (5)** : MMES Martine BONASTRE (procuration à Daniel BAUX), Anne-Marie GRAVE, Danielle HERBAIN (procuration à Marie COSTA), MM Bernard REMEDI (procuration à Jeanne MAISON), Alexandre REYNAL (procuration à Louis CASEILLES).

**Soit 25 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.**

Monsieur David PLANAS est élu secrétaire de séance.

**OBJET : RESSOURCES HUMAINES : Convention d'adhésion au service  
« Protection des données » mutualisé**

Monsieur le Président rappelle que les personnes publiques doivent mettre en œuvre, depuis le 25 mai 2018, les dispositions du règlement européen relatif à la protection des personnes physiques, eu égard au traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de celles-ci. (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, par délibération n°64/2019 du 28 mai 2019, le Conseil Communautaire a autorisé la signature d'une convention avec le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Orientales, afin d'adhérer au service mutualisé de protection des données et de désigner cet organisme comme délégué à la protection des données (RGPD).

La convention actuelle étant arrivée à son terme, Monsieur le Président propose donc de la renouveler sur la base du modèle annexé ci-joint. Compte tenu de la strate de population de la collectivité le tarif proposé par le Centre de Gestion est de 1800 euros par an pour les prestations suivantes (cf. annexe 2 du projet de convention) :

- ✓ Aide à la désignation d'un référent informatique et liberté ;
- ✓ Désignation du délégué à la protection des données ;
- ✓ Réunion de sensibilisation annuelle ;
- ✓ Newsletters régulières et veille juridique ;
- ✓ Accompagnement en cas de demande d'exercice des droits et de violation des données ou de contrôle de la CNIL ;
- ✓ Conseils et expertise.

**Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :**

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **APPROUVE** le principe d'adhésion de la Communauté de Communes du Haut Vallespir au service mutualisé de protection des données mis en œuvre par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriales des Pyrénées-Orientales ;
- **APPROUVE** le projet de convention à intervenir avec le Centre de Gestion des Pyrénées-Orientales, annexé ci-joint ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous documents afférents à ce dossier et notamment ladite convention.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,  
« Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations. »

**Certifié exécutoire après :**

Transmission en Préfecture le :

Publié sur le site internet :

Fait à Arles sur Tech, le 22 mai 2025,

Le secrétaire de séance

David PLANAS

Le Président

Claude FERRER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité décisionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par courrier (TA MONTPELLIER 6 rue Pitot-34000 Montpellier) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.